

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

92/36

TELLE QUE PRONONCÉE

ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

À LA CONFÉRENCE DE LONDRES

SUR L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE

SOCIALISTE DE YOUGOSLAVIE

LONDRES (Angleterre)

Le 26 août 1992

Monsieur le Président,

Comme vous l'avez souligné, la présente conférence fait face à un formidable défi que nous devons tous être déterminés à relever, en dépit du pessimisme qui marque toutes les discussions sur le sujet. Quels sont nos buts? Je ne crois pas que personne s'attende à ce que nous réglions la crise en trois jours. Nous prions et travaillons pour un cessez-le-feu durable. Voilà qui peut paraître irréaliste cette semaine, mais ce vers quoi nous pouvons tendre, moyennant ce qu'il faut de détermination et de volonté politique, c'est vers l'intensification d'un processus de paix qui pourra réellement être couronné de succès.

Les dirigeants de l'ancienne Yougoslavie ne se sont pas montrés réceptifs aux efforts déployés par les organisations régionales pour contribuer à régler la crise. C'est pourquoi toute la communauté internationale est ici représentée, ce qui témoigne sans conteste de sa volonté de mettre un terme à cette crise.

Le Canada, entre autres pays, a tenté d'apporter une contribution significative pour résoudre la crise dans l'ancienne Yougoslavie, tant par l'opération de maintien de la paix que par l'aide humanitaire et les missions d'observateurs.

Cependant, tout comme les autres membres de la présente conférence, le Canada est horrifié et déçu de constater que toutes les parties, tout particulièrement les Serbes, ne réussissent pas à mettre fin aux massacres insensés.

Nos citoyens sont en colère. Ils sont outrés par les actes de barbarie commis en Bosnie-Herzégovine. Ils sont offensés par la parodie des cessez-le-feu, la violation des ententes conclues avec cynisme et le non-respect des promesses faites. Ils compatissent aux souffrances des civils directement touchés et leur indignation devant l'inaction des dirigeants en cause grandit chaque jour.

Les représentants présents ici, aujourd'hui, ont une lourde responsabilité à assumer. Il ne nous reste plus de temps. Il s'agit peut-être de la dernière chance d'éviter un désastre aux dimensions plus tragiques encore. Il n'y a pas de place à cette conférence pour ceux qui ne sont pas prêts à participer de bonne foi et qui ne sont pas motivés par un désir sincère de mettre un terme à cette tragédie.

Nous ne pourrions réussir si nous ne partageons pas tous les objectifs de cette conférence. Nous devons tous être prêts à faire en sorte qu'elle donne des résultats.

Nous devons mettre fin aux massacres. Trop de vies ont déjà été perdues, trop de foyers brisés, trop de gens envoyés aux combats. En termes humains, les coûts sont indescriptibles. Les belligérants doivent eux-mêmes s'entendre pour déposer leurs armes. Cette tâche incombe directement aux chefs politiques et

militaires des communautés de Bosnie, de Serbie, de Monténégro et de Croatie. Il doit y avoir un cessez-le-feu général.

Nous regrettons tous vivement que les cessez-le-feu précédents n'aient pas tenu. Pendant que les dirigeants se rencontrent et s'entendent, les tueries se poursuivent et le processus odieux de la «purification ethnique» se poursuit. Cette situation est tout à fait inacceptable.

Nous avons devant nous une série de principes essentiels et bien conçus qui formeraient la base d'un règlement négocié. Nous devons les adopter ici, à Londres, et veiller à ce que toutes les parties concernées les respectent. Il est essentiel de s'entendre sur ces principes pour réaliser des progrès, notamment sur les questions pénibles des camps de détention, de l'expulsion de force des populations civiles, et de l'interruption délibérée de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Il ne pourra pas y avoir d'exceptions à ces principes. Si les bandes armées d'un camp ou de l'autre sont dirigées par des seigneurs de la guerre qui ne rendent de comptes à personne, je suggère alors que tous les délégués à la présente Conférence les considèrent comme des hors-la-loi. J'ai choisi ce terme avec soin, et je l'utilise dans son sens le plus littéral. Ces groupes seraient déclarés hors la loi. Par conséquent, ils ne recevraient ni appui ni protection des États ou dirigeants représentés à cette Conférence et devraient répondre de leurs actes devant les tribunaux judiciaires appropriés, et peut-être devant les tribunaux qui sont saisis des crimes de guerre. Nous croyons qu'une telle proposition doit être examinée par cette Conférence.

De véritables négociations directes entre les parties doivent remplacer les batailles de rhétorique. La présence d'extrémistes dans tous les camps ne peut justifier qu'on tarde à agir. Les parties concernées doivent se réunir en tenant compte du fait que les principes de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) sont à la base de ce processus.

Il n'y a certainement aucune raison de croire que les différends, si profonds qu'ils soient, ne peuvent être réglés par des négociations pacifiques plutôt que par des combats sanglants. Il n'y a pas de solution mystérieuse pour arrêter la tuerie. Il suffit d'y mettre fin. Le rôle de la communauté internationale dans la présente conférence doit être celui d'un intermédiaire. La communauté internationale doit être prête à assumer la responsabilité qui lui incombe, et veiller à ce qu'une paix juste soit établie. Nous devons faire preuve d'imagination, de souplesse, de détermination et démontrer notre volonté de mettre fin aux souffrances.

Cette conférence et les négociations qu'elle amorcera ont un autre objectif tout aussi important. Il s'agit de mettre en place un cadre permettant à toutes les républiques de l'ancienne Yougoslavie de régler leurs différends et de construire ensemble leur avenir à long terme. Ici encore, la communauté internationale a un rôle vital à jouer. Mais la présence de la communauté internationale, notre volonté de venir en aide, ne suffiront pas à tirer d'affaire les peuples et les gouvernements de l'ancienne Yougoslavie. Ces derniers devront trouver des moyens de cohabiter. Il faut penser à l'avenir, lorsque les enfants de la région, meurtris physiquement et psychologiquement par la guerre et la haine auront grandi et qu'ils devront apprendre à vivre avec leurs voisins. La géographie les y obligera. Et plus tôt ils y parviendront, mieux ce sera.

Nous redoutons que la tension au Kosovo ne déclenche d'autres combats tragiques. Il ne suffit pas aux autorités serbes de dire qu'il s'agit là d'un problème interne. Les droits de la personne et la dignité humaine ne sont pas des problèmes internes. Nous devons nous pencher sur cette question cette semaine. S'il y a un endroit en Europe qui est mûr pour la diplomatie préventive, c'est incontestablement le Kosovo.

Le principe des droits de la personne pose encore problème aussi dans les Krajinas. De minces progrès sont réalisés. Pour les faire accélérer, le gouvernement de Zagreb doit s'efforcer davantage de procurer aux habitants de la Krajina le sentiment de sécurité dont ils ont besoin. Par ailleurs, les Serbes qui y vivent doivent accepter que la Krajina fait partie de la Croatie et continuera à en faire partie.

Nous, membres de la communauté internationale, avons fait ressortir le besoin d'apporter de l'aide humanitaire d'urgence à la population de Sarajevo et à d'autres parties de Bosnie-Herzégovine. Avec l'aide de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), nous avons pris des mesures vigoureuses pour ravitailler ceux dont les besoins sont les plus pressants. Ces efforts ont été entravés par de multiples obstacles.

Il y a deux semaines, le Conseil de sécurité des Nations Unies a réaffirmé la détermination de la Communauté internationale à assurer la livraison des secours. Même les personnes les plus insensibles peuvent sûrement faire preuve de compassion et comprendre que la Résolution 770 du Conseil de sécurité doit être entièrement mise en oeuvre.

Le Canada croit que le meilleur moyen d'y parvenir est d'élargir le mandat et les effectifs de la FORPRONU. Le maintien de la paix devra adopter un caractère plus actif, plus dynamique. Les gens de Sarajevo ne sont pas les seuls dans le besoin. Il y en a de nombreux autres ailleurs, et nous devons aussi leur venir en aide.

Le Gouvernement du Canada est prêt à accomplir d'autres efforts à l'appui de ce travail humanitaire essentiel, et a décidé de mettre à la disposition des Nations Unies jusqu'à 1200 soldats de plus à cette fin. Nous invitons les autres pays à participer à cet effort commun. Nous rappelons aux représentants de toutes les parties bosniaques leur obligation de faciliter, et non d'empêcher, la livraison des aliments et des médicaments aux civils, quel que soit le groupe ethnique auquel ils appartiennent. Il est tout simplement inacceptable et ignoble que des convois d'aide humanitaire soient la cible de tirs ou de mines.

Si les combats ne cessent pas immédiatement, le Conseil de sécurité doit envisager une résolution autorisant l'application des sanctions imposées aux termes de la Résolution 757 et de l'embargo sur les armements imposé par la Résolution 713. Cette résolution devrait s'appliquer aux frontières de l'Adriatique et du Danube ainsi qu'aux frontières terrestres. Ce serait là un autre témoignage important de la volonté et de la détermination internationales.

Cette conférence doit souligner l'importance de permettre aux missions internationales de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et à la CSCE l'accès immédiat et total à tous les camps, où qu'ils soient situés.

Je dénonce, avec toute la vigueur possible, la non-coopération des Serbes bosniaques à Manjaca lorsqu'ils ont refusé au rapporteur spécial de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme, M. Mazowiecki, d'inspecter le camp. Ce geste dénote un manque flagrant de respect de la volonté collective de la communauté internationale, et souligne le traitement cruel et inhumain dont sont victimes des prisonniers et des innocents. Nos citoyens ont toutes les raisons de craindre le pire au sujet de ces camps.

Le courage dont fait preuve la Croix-Rouge internationale est exceptionnel, mais l'organisme doit bénéficier d'aide pour mener à bien sa mission vitale qui consiste à s'assurer que tous les prisonniers reçoivent un traitement humain.

Les représentants des parties au conflit bosniaque, qui sont ici présents, doivent veiller à s'acquitter de leur responsabilité personnelle, qui consiste à garantir le respect intégral des conventions de Genève dans chaque village et dans chaque camp.

La situation tragique de ceux qui quittent leur foyer, poussés par la peur, les combats ou la «purification ethnique» nous a tous touchés. De graves retombées se sont fait sentir sur les régions et les pays voisins, qui ont besoin d'une aide et d'un soutien internationaux.

Les organisations internationales qui s'occupent de la situation humanitaire ont besoin d'un appui généreux. Le Canada versera 15 millions de dollars au prochain appel du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et versera aussi 5 millions de dollars au Comité international de la Crois-rouge (CICR) tout particulièrement pour son travail auprès des prisonniers de guerre, des otages et des autres personnes retenues dans les camps.

Avec de tels enjeux et tant de vies en péril, nous ne pouvons permettre que cette conférence échoue. Nous ne pouvons accepter les conséquences d'une telle défaite. Nous ne pouvons accepter que la «purification ethnique» soit légitimée, ni que ceux qui se placent hors la loi puissent continuer d'imposer leur volonté en toute impunité. Les parties responsables seront passibles de poursuites et les États qui tolèrent cette situation seront frappés d'ostracisme. Ils deviendront des parias, coupés de la communauté des nations dans tous les aspects des relations normales et des échanges entre les nations.

Il doit y avoir une autre voie. Les dirigeants de la région doivent mettre de côté les positions irréalistes sur lesquelles ils se sont retranchés et qui ne servent que leurs ambitions. Ce n'est sûrement pas trop demander que de les enjoindre de faire preuve de bonne foi et de s'engager sincèrement à trouver la paix. Nous pouvons faire des progrès réels et aspirer à un avenir meilleur, sans violence, cruauté et dissension, un avenir favorable à toutes les parties présentes et tout particulièrement aux peuples en cause.